

7 Jours

Filpac CGT

N°1 - nouvelle série - dimanche 6 mai 2012



Un verrou à sauté !

Prenons le parti pris de l'avenir

L'exécutif au sommet des institutions de la V^e république n'est plus occupé par l'agent direct du grand patronat et de la finance. L'essai doit être transformé aux législatives. Pour l'heure, une brèche a été ouverte dans le bloc pouvoir-patronat-grande bourgeoisie.

Il s'agit d'une alternance politique dont les perdants prédisent qu'elle va buter contre les réalités dictées par la crise, laquelle ramènera tout le monde à la raison universelle de l'austérité.

Ce qui est sûr, c'est que cette alternance repose sur le rejet des dégâts de la crise, au travers de la personnalité honnie de Sarkozy. Les fractures sociales s'accumulent et touchent bien au-delà des questions immédiates d'emploi, de salaire, de protection sociale.

C'est en cela que l'alternance doit déboucher sur une alternative à la société inégalitaire basée sur l'appropriation du profit par une partie infime de la population.

Ainsi l'option du congrès de la Filpac CGT, se prononçant à la quasi-unanimité pour un syndicalisme de transformation sociale - que nous préconisons pour toute la CGT - se concrétise en tant que combat prioritaire.

La question sociale est bien au centre de la situation

Le mécanisme électoral et la politisation qui s'y est exprimée ont traduit une affirmation, voire une radicalisation, des exigences sociales et un rejet du libéralisme incarné par l'équipe sortante.

Pour la première fois depuis des années, à l'échelle de masse, s'est débattue la question d'une nouvelle répartition des richesses, d'une société fondée sur une autre base que le profit privé. La Ve république et son régime présidentiel a été mise en cause par son dépassement démocratique. En somme, le mythe, le dogme libéral absolu, *There Is No Alternative - il n'y a pas d'alternative-*, a été ébranlé, et pour certains - parmi lesquels beaucoup de jeunes - définitivement brisé.

Pourtant la caractéristique de cette expression électorale, c'est qu'elle ne s'accompagne pas d'une montée parallèle de la mobilisation sociale. Bien des luttes se déroulent, mais elles sont suscitées par des actes d'agression patronale et demeurent le plus souvent isolées.

Nous ne sommes pas - hélas - dans une dynamique de Front populaire. Il nous la faudrait.

Combattre la radicalisation du patronat pour faire payer la crise

Dans cette phase où le suffrage universel prend toute sa place, la radicalisation du patronat pour faire payer la crise et la dette aux travailleurs s'accompagne d'une montée des périls sur deux axes :

- La recomposition immédiate d'une alternative combinant droite dure et extrême droite, pour former à court terme un gouvernement alternatif, autoritaire, de combat, qui se proposera d'en finir pour une

longue période avec le mouvement ouvrier, spécialement la CGT, cible d'attaques qui n'ont rien d'un feu de paille électoraliste.

- La montée de l'idéologie nationaliste et raciste peut avoir son autonomie. Une surenchère à la droite de l'extrême droite en voie d'institutionnalisation peut générer une orientation extra-parlementaire, factieuse, lourde d'agressions racistes et d'actes violents à l'égard du mouvement ouvrier.

La question sociale demeure le pivot de la situation, malgré les différentes tentatives de la masquer par un assaut de mesures anti-immigrés et nationalistes. Mais ses prolongements doivent conduire à une alternative globale :

- Ou bien il n'y a pas d'alternative (*TINA*), alors la gestion de la crise continuera de se faire sur le dos des salariés.

- Ou bien la Filpac CGT et toute la CGT contribuent à en faire apparaître une, portée par le syndicalisme de transformation sociale que nous appelons de nos vœux.

La moindre revendication, salaire, emploi, protection sociale, revêt d'emblée un enjeu politique.

Entrer sans délai dans cette nouvelle situation !

Il y a peu de chance que le nouveau gouvernement connaisse une quelconque phase dite d'état de grâce. La radicalisation de la droite et de l'extrême droite, la soif revancharde d'un patronat noyant l'alternance dans un flot de licenciements et les rebondissements d'une crise permanente ne laisseront pas de répit au nouveau pouvoir politique.

La nouvelle situation nous offre un point d'appui institutionnel, en l'occurrence un exécutif et une représentation nationale à venir, que nous avons contribué à mettre en place. Les rapports du syndicalisme au pouvoir politique ont a priori changé, ce qui reste à pratiquer par la démarche revendicative que nous entreprenons.

Dans les tous prochains jours, il nous faudra établir un lien entre une alternance politique fondée sur le suffrage universel et l'alternative à la politique d'austérité, à la dictature de la dette et des organismes financiers.

**« Ce n'est pas aux salariés de payer la crise », c'est plus que jamais vrai !
Affirmer tout de suite nos exigences :**

- **Un plan d'urgence contre la dette qui lèvera l'hypothèque de l'austérité**
- **Contre les licenciements en cours et à venir, la loi et la mobilisation revendicative**
- **Desserrer l'étau du chantage « emploi contre salaire » : aller aux sources du partage des richesses**
- **Pour rompre avec la politique de coups de force antisociaux passés et répondre à l'offre d'un cadre global de négociations sociales dès juillet, nous revendiquons que soient prises en compte les exigences de la CGT.**
- **Une loi fondamentale pour l'information : la Filpac CGT entre dans la phase active !**
- **Un plan stratégique de développement de la filière Bois-Papier sous l'égide du gouvernement « invitant fortement » les représentants patronaux à y participer**

Dans nos branches, sur l'emploi, les salaires, la protection sociale, la Filpac CGT exige une ouverture sans délais de véritables négociations qui prennent en compte les revendications des salariés.